



SAMEDI 15/12

RENDEZ-VOUS AU ROND-POINT DE MONTHIEU À 9H

MOBILISATIONS-ACTIONS











RÉACTIONS SUITE À L'ALLOCUTION PRÉSIDENTIELLE DU 10/12

QUE RETENIR SUR LE FOND?

Vous avez dit augmentation de 100€ du Smic?

Une hausse légale de 20€ est déjà prévue, au 1er janvier 2019, par la loi. Où seront trouvés les 80€ restant ? Ce sera la prime d'activité qui sera revalorisée. La dite prime dont la hausse était déjà prévue avant la vague jaune : 30 euros en avril 2019, 20 euros en octobre 2020 et 20 euros en octobre 2021, soit 70 euros d'ici à la fin du quinquennat (après une première hausse de 20 euros en octobre 2018). Nous assistons donc à un triple foutage de gueule : le Smic n'augmente pas réellement, cette hausse était déjà au programme et les grands patrons ne mettent pas la main au porte-monnaie.

Comment est financé la prime d'activité ? Par divers impôts, dont la TVA. Donc un smicard va s'auto-financer son augmentation. Au travail les gueux.

Vous avez dit prime de fin d'année dans les entreprises ?

Macron demande mais n'impose pas cette prime aux patrons. Ceci n'est pas une annonce concrète, seulement du vent. Pire, une des mesures prises au 1er janvier 2019 sera complètement en faveur du patronat : le CICE (Crédit d'impôt compétitivité emploi), qui est déjà un avantage fiscal en faveur des entreprises, sera transformé en réduction de cotisations sociales patronales. Mesure prise en 2013 par Hollande et consorts. La dénomination change, le principe reste le même. C'est noël.

Vous avez dit heures supplémentaires défiscalisées ?

Selon les gouvernants et les banquiers, cette aide est censée créer des emplois. Comment un patron peut-il être incité à embaucher un salarié alors qu'il va avoir la possibilité de le faire travailler plus en dépensant moins ? Foutage de gueule combiné à un nouveau cadeau de noël.

Vous avez dit pas de hausse de la CSG (Contribution sociale généralisée) jusqu'à 2 000€ de retraite ? Oui mais seulement pour une année. Merci Papa Macron.

Rappel historique de la CSG: c'est un impôt prélevé à la source et créé en 1991 sous le second mandat de Mitterrand. Cet impôt permet le financement de la sécurité sociale et depuis 2018, de l'assurance chômage. Avant 1991, ces cotisations n'étaient pas payées par les salariés mais par les patrons. Donc les moins riches doivent financer les encore moins riches. Concernant les plus riches dans cette histoire? C'est noël depuis très longtemps pour eux.

Vous avez dit pas de rétablissement de l'ISF (Impôt sur la fortune)?

L'Homme de Macrognon l'a dit, l'Homme de Macrognon l'a fait. Il prend même la France entière comme témoin : « vivait-on mieux quand l'ISF était en place ? » Argumentation exceptionnellement construite et détaillée. Les plus riches deviennent encore plus riches. C'est toujours noël.

Vous avez dit répartition des richesses, répression et démocratie ?

Répartition des richesses, non! Répression, absolument mon capitaine! Démocratie, certainement pas mon général. Il a même ajouté: « nous ferons en sorte que l'État soit mieux administré. » L'État n'est pas administré, c'est le peuple qui est administré! L'État nous impose ses lois et ses vues, en coalition avec le patronat, et non l'inverse. Ajoutons que la liberté n'est pas l'esclavage et que réduire le nombre de députés n'apporte pas plus de démocratie, elle la restreint.

QUE RETENIR SUR LA FORME?

Son attitude rigide (comme s'il avait un pistolet braqué dans le dos), sa condescendance et son pathos digne d'une fin d'un film tragique nous emmène à cette simple conclusion : il nous prend pour des pigeons et des mendiants qui font pitié. Il nous prend de haut, nous allons lui faire montrer ! Nous lui apprendrons à descendre de son nuage, puis à le quitter. La fin du film tragique, ne le sera pas ! Nous danserons sur sa démission. L'Homme de Macrognon a parlé, l'Homme de Macrognon est bien un commerçant véreux, doublé d'un banquier.

2018: EXTINCTION DE L'HOMME DE MACROGNON

ACTE IV : LA PRESSE AUX ORDRES DU POUVOIR, LES CANICHES DÉFENDENT LEURS MAÎTRES !

« Consternation », « honte », « dégénéré », « prise d'otage », « feu », « barricade », « liberté de travailler », « casseurs en marge des manifestations », « destruction », « marcheur pacifiste pour le climat », « jeunes des banlieues », « gilets jaunes pacifiques », « grogneurs », « libres », « en colère légitime », « casseurs », etc. La presse aux ordres tente de diviser - en opposant les « gentils » (les gilets jaunes pacifiques) et les « méchants » (les casseurs), se masturbe sur les vols et la casse mais fait l'autruche quant à l'ampleur des manifestations !

Vendredi 07/12, le CSA (Conseil supérieur de l'audiovisuel) a appelé « à la responsabilité, lourde et complexe, des médias audiovisuels. » Le CSA a demandé également « à chacun » d'être « attentif au respect du travail des journalistes et des équipes de reportage. » Il a recommandé aussi « de ne pas diffuser d'informations susceptibles de mettre en danger les forces de sécurité et la paix civile », et « met en garde contre toute diffusion complaisante, déséquilibrée ou insuffisamment vérifiée d'images et de commentaires qui attiseraient les antagonismes et les oppositions. » Le maître a commandé! Les chiens ont obéit!

Dimanche 10/12 le ministère de l'intérieur a annoncé, sans aucune honte :

- 136 000 manifestants ce samedi en France, dont 10 000 à Paris.
- 118 personnes ont été blessées, « liés à des accidents pour l'essentiel sur le domaine routier », dont 17 membres des forces de l'ordre.

Rien qu'à Saint-Étienne, entre 4000 et 5000 manifestants ont défilé selon la *Tribune le Progrès*. Le maître a commandé! Les chiens ont obéit! Mettons nous d'accord : ce qui veut dire que seulement 4000 stéphanois ont battu le pavé ensemble. Mensonge éhonté ou difficulté de comptage de la part de ces journalistes ? Selon nous, il y avait au moins 8000 manifestants. Merci Macron car ce fut bien plus festif qu'un repas de noël réussit! 200 gilets jaunes et leurs escortes de potes motards ont marché de Monthieu à la préfecture pendant que d'autres s'attelaient à maintenir et élargir le blocage du site de Monthieu (Ikéa, Auchan, Electodépôt, etc.). Le cortège a défilé pacifiquement, énergiquement et au bruit des motos jusqu'à la place Anatole France et est redescendu au point de départ. Place Jean-Jaurès un comité d'accueil des gilets bleus nous salua. Ainsi une conversation des plus amicales s'engagea avec la gendarmerie et la police. Ce qui n'empêcha pas plusieurs centaines (bien plus que 200 selon *Le Progrès*) de manifestants de tenir le pavé. Pendant que certains distribuaient des gâteaux et du café, du sérum physiologique, dansaient autour d'une sono-mobile, conversaient avec les forces de l'Etat, faisaient gratuitement leurs courses de noël puis protégeaient une mamie ou un papi de la foule et des flics qui gazaient et tiraient au flash-ball à tout-va, d'autres allaient en cortège jusqu'à Monthieu afin de bloquer l'autoroute. Les blessés légers se comptent par dizaine et un jeune de 19 ans a reçu une balle de flash-ball en pleine tête. Qui sont vraiment les casseurs ? La question mérite d'être posée.

Tous les manifestants n'étaient pas venus pacifiquement, qu'importe! Il n'y a pas d'un côté les « gentils » et de l'autre les « méchants », nous sommes tous sur le même bateau, sur la même tribune dirait-on dans le coin! Qu'importe l'endroit où chacun a grandit: au sein de quartiers (très) pauvres, en périphérie des villes, en centre-ville ou bien au fin fond de la campagne. Qu'importe le mode d'action: partout des ronds-points et des péages sont occupés, partout des manifestants se battent avec la police, partout des manifestants défilent pacifiquement, partout des grandes surfaces sont fermées le week-end, partout des centaines de milliers se sont révoltés. Partout continuons la lutte, imposons l'amnistie pour tous les inculpés, pour notre avenir et le leur. Ensemble tout devient possible! Nous n'avons qu'un seul ennemi commun: la classe dirigeante et leurs défenseurs!

PASSONS À L'ACTE V! À L'INSTAR D'HARRY POTTER ET SES CAMARADES DE L'ORDRE DU PHÉNIX, LA RÉSISTANCE CONTRE MACRON ET SON MONDE CONTINUE! ENSEMBLE POUR LEUR FOUTRE AU CUL!

Tracts distribués lors de la manifestation du samedi 08/12



Stéphanoïdes, gilets jaunes, français du 17 et tout le monde



C'EST UNE FIN DE RÉGIME

«répartition des richesses»:
notre message, notre imminente victoire
n'oublions pas nos inculpés d'hier, nos
blessés; pour eux; aller jusqu'au bout
après demain, ne plus être un administré

divergence des C♥₤∓€\$
convergence des luttes
justice - autonomie

₽☆¥\$ libre - hommes libres

MACROGNON → EXTINCTION

Aujourd'hui nous luttons tous ensemble pour l'abolition de cet ignoble régime, pour l'amélioration de notre quotidien. Partout la traite humaine, l'inégalité, l'injustice, le mensonge. Les représentants de l'État et le gouvernement pensent avoir manqué de « pédagogie » – la pierre dans l'œil, face au mur qui les tombera, ces gros beaufs continuent de nous prendre pour des enfants. Ils pleurent sur les ondes et les plateaux dans les bras de leurs plus fidèles chiens de garde. Ils sont comme les petits bonbons: quand on les pète en deux il y a une phrase débile qui sort. Ils plastronnent et se disent prêts à combattre la France entière. Eh bien ils vont perdre; ils ont déjà perdu. Refaire le procès de notre époque reviendrait encore à lui accorder des mérites qu'elle n'a pas ; tout la condamne immédiatement; aussi nous faut-il en finir. Aucune martyrologie policière ne saurait donner raison aux autocrates. L'Arc de Triomphe, symbole de l'Empire napoléonien, a été endommagé – bichette... on va pleurer. Demain nous construisons nos propres monuments, demain nous n'en construisons pas si tel est notre souhait. Un État assez fou pour se rebeller contre sa population est à abolir. La lutte n'est pas terminée mais la révolution n'est plus très loin. Encore un petit effort. Le plus dur reste à faire: demain il nous faudra nous entendre, tous, sur la place publique, au-delà des différences, ne pas être récupérés par des despotes larvés pour qu'enfin la politique émerge - la vraie politique, celle qui nous sert nous; par nous. Si la France est ce pays où les puissants ne peuvent asservir le peuple impunément alors Vive la France! Vive nous!



BILAN DE LA PREMIÈRE COMPARUTION IMMÉDIATE SUITE À LA MANIFESTATION DU SAMEDI 01/12

Tribunal correctionnel, mercredi 5 décembre, jour des comparutions immédiates, 13h30. Un jeune homme, menotté, pénètre dans le box des accusés. Il est accompagné d'une interprète et entouré de deux policières en uniforme. Après 48h de garde à vue et un mandat de dépôt prononcé, l'audience commence.

Interpellé samedi 1er décembre à l'intérieur d'un salon de coiffure de la rue du 11 novembre, dans un « contexte que tout le monde a en tête », Driss (le prénom a été modifié) est alors soupçonné de vol et dégradation en réunion. Quelques minutes auparavant, des « individus pénétraient dans un commerce [le Carrefour d'Anatole France], la police a été appelée ». Une équipe de flics arrive sur les lieux. A leur vue Driss « a peur », il fuit, un sac plastique siglé Casino Shop à la main, véritable pièce à convictions de l'audience. Dans sa course, le jeune homme laisse tomber le sac contenant trois bouteilles. Deux se cassent. La bouteille de Gin non brisée est munie d'un antivol. Les flics récupèrent le sac et pourchasse Driss. Il se réfugie dans un commerce de la rue. L'interpellation a lieu à l'intérieur. Menottage. « Palpation sommaire effectuée sur le moment ». Le pantalon de Driss « glisse au sol » lorsque l'équipe de keufs le fait asseoir à terre.

Driss est amené au poste. Au cours de la première audition il déclare qu'un « policier lui a mis un doigt dans les fesses » lors de son menottage. Un médecin proctologue l'examine et conclut à « l'absence de pénétration ». Au cours de la deuxième audition, Driss déclare avoir été victime « d'attouchements et de coups portés au moment de l'interpellation ».

La Présidente du tribunal ne s'encombre pas tellement des conditions de l'interpellation. Elle se contente des dépositions des quatre flics. Le dossier est mince. Ce que veut la Présidente c'est connaître les « revendications sociales » qui justifiaient la présence de Driss à la manifestation des Gilets Jaunes. Elle veut comprendre ce qu'il faisait samedi dernier place Anatole France en fin de journée. Driss dit ne pas avoir porté de gilet, sa légitimité semble, pour la Présidente toujours, amoindrie. Ajouté à cela l'OQTF (Obligation de quitter le territoire français) qui plane sur sa tête depuis le mois de janvier et la Présidente ne conçoit pas que Driss veule et puisse manifester.

L'accusation de vol et dégradation passe au second plan, l'avocat des parties civiles entre dans la danse. En effet, suite aux accusations de Driss, une enquête semble avoir été mené dans le service de police concerné. Les quatre fonctionnaires formant la patrouille à l'origine de l'interpellation de Driss ont senti « l'opprobre jetée sur eux ». Ils veulent être reconnus comme victimes d'une accusation mensongère, d'une « dénonciation calomnieuse ». Ils veulent des dommages et intérêts. Ils se sont constitués partie civile. Leur avocat, certainement bon dans son genre, enchaîne les phrases chocs et tourne en boucle sur le contexte de l'interpellation et les « violences urbaines » : « Le comportement [de Driss] est strictement et simplement abject ». « Tout ce qu'il arrive à faire c'est du parasitisme, du pillage ». Et réclame 1500€ par tête pour permettre aux keufs de garder la face, face à ces « faits particulièrement traumatisants ».

La Proc est parfaite dans son rôle et n'en revient pas qu'on puisse mettre en doute les paroles et les actes des policiers, chargés « de faire régner la paix sociale et l'ordre public ». Elle rappelle qu'au cours de la soirée de samedi « des scènes de guerre que l'on peut connaître sur des terrains militaires » se sont déroulées. Bref, Driss n'a « rien à faire sur le territoire national » pour elle. Elle réclame 10 mois de prison ferme avant l'expulsion.

L'avocat de la défense semble vouloir ramener une once de raison. Il évoque tour à tour, les conditions de vie précaires de Driss, sans-papier, sans domicile et sans emploi, les « personnes les plus impliquées dans les exactions de samedi qui ne semblent pas inquiétées », les gestes et procédures d'interpellation, l'intégrité physique qui peut être mis à mal lorsqu'on est fouillé et la réalité, surtout la réalité : la Cour s'intéresse depuis 40 minutes à trois bouteilles volées...

Suspension d'audience. Délibération. Verdict. Trois mois de prison fermes et 200€ x 4 à verser aux bleus au titre de dommages et intérêts. Une prime de noël pour des fonctionnaires intouchables et sur-armés. La zonz pour du gin. La banalité de la répression.

http://lenumerozero.lautre.net/3-mois-fermes-pour-vol-bilan-des-premiers-proces-de-samedi

TOUS LES MERCREDIS À 13H30 AU TRIBUNAL DE SAINT-ÉTIENNE, JOUR DES COMPARUTIONS IMMÉDIATES

EN CAS DE PROBLÈMES JUDICIAIRES OU DE VIOLENCES POLICIÈRES :

Contacter le 07 73 30 59 27 ou par mail comitesolidairesainte@riseup,net

Attention, ne pas donner de noms ou de détails qui pourraient être dangereux pour les interpellés



APPEL DES GILETS JAUNES DE COMMERCY

Commercy est une commune de 8 000 habitants dans la Meuse en Lorraine. Lisons l'appel de ces gilets jaunes exemplaires

DES ASSEMBLÉES POPULAIRES PARTOUT!

REFUSONS LA RÉCUPÉRATION!

VIVE LA DÉMOCRATIE DIRECTE!

PAS BESOIN DE "REPRÉSENTANTS" RÉGIONAUX!

Depuis près de deux semaines le mouvement des gilets jaunes a mis des centaines de milliers de personnes dans les rues partout en France, souvent pour la première fois Le prix du carburant a été la goutte de gasoil qui a mis le feu à la plaine. La souffrance, le ras-le-bol, et l'injustice n'ont jamais été aussi répandus. Maintenant, partout dans le pays, des centaines de groupes locaux s'organisent entre eux, avec des manières de faire différentes à chaque fois. Ici à Commercy, en Meuse, nous fonctionnons depuis le début avec des assemblées populaires quotidiennes, où chaque personne participe à égalité.

Nous avons organisé des blocages de la ville, des stations services, et des barrages filtrants. Dans la foulée nous avons construit une cabane sur la place centrale. Nous nous y retrouvons tous les jours pour nous organiser, décider des prochaines actions, dialoguer avec les gens, et accueillir celles et ceux qui rejoignent le mouvement. Nous organisons aussi des « soupes solidaires » pour vivre des beaux moments ensemble et apprendre à nous connaître. En toute égalité.

Mais voilà que le gouvernement, et certaines franges du mouvement, nous proposent de nommer des représentants par région ! C'est à dire quelques personnes qui deviendraient les seuls « interlocuteurs » des pouvoirs publics et résumeraient notre diversité.

Mais nous ne voulons pas de « représentants » qui finiraient forcément par parler à notre place!

À quoi bon ? À Commercy une délégation ponctuelle a rencontré le sous-préfet, dans les grandes villes d'autres ont rencontré directement le Préfet : ceux ci-font DÉJÀ remonter notre colère et nos revendications. Ils savent DÉJÀ qu'on est déterminés à en finir avec ce président haï, ce gouvernement détestable, et le système pourri qu'ils incarnent!

Et c'est bien ça qui fait peur au gouvernement! Car il sait que si il commence à céder sur les taxes et sur les carburants, il devra aussi reculer sur les retraites, les chômeurs, le statut des fonctionnaires, et tout le reste! Il sait aussi TRÈS BIEN qu'il risque d'intensifier UN MOUVEMENT GÉNÉRALISÉ CONTRE LE SYSTÈME!

Ce n'est pas pour mieux comprendre notre colère et nos revendications que le gouvernement veut des « représentants » : c'est pour nous encadrer et nous enterrer ! Comme avec les directions syndicales, il cherche des intermédiaires, des gens avec qui il pourrait négocier. Sur qui il pourra mettre la pression pour apaiser l'éruption. Des gens qu'il pourra ensuite récupérer et pousser à diviser le mouvement pour l'enterrer.

Mais c'est sans compter sur la force et l'intelligence de notre mouvement. C'est sans compter qu'on est bien en train de réfléchir, de s'organiser, de faire évoluer nos actions qui leur foutent tellement la trouille et d'amplifier le mouvement !

Et puis surtout, c'est sans compter qu'il y a une chose très importante, que partout le mouvement des gilets jaunes réclame sous diverses formes, bien au-delà du pouvoir d'achat! Cette chose, c'est le pouvoir au peuple, par le peuple, pour le peuple. C'est un système nouveau où « ceux qui ne sont rien » comme ils disent avec mépris, reprennent le pouvoir sur tous ceux qui se gavent, sur les dirigeants et sur les puissances de l'argent. C'est l'égalité. C'est la justice. C'est la liberté. Voilà ce que nous voulons! Et ça part de la base!

Si on nomme des « représentants » et des « porte-paroles », ça finira par nous rendre passifs. Pire : on aura vite fait de reproduire le système et fonctionner de haut en bas comme les crapules qui nous dirigent. Ces soi-disant « représentants du peuple » qui s'en mettent plein des poches, qui font des lois qui nous pourrissent la vie et qui servent les intérêts des ultra-riches ! Ne mettons pas le doigt dans l'engrenage de la représentation et de la récupération. Ce n'est pas le moment de confier notre parole à une petite poignée, même s'ils semblent honnêtes. Qu'ils nous écoutent tous ou qu'ils n'écoutent personne!

Depuis Commercy, nous appelons donc à créer partout en France des comités populaires, qui fonctionnent en assemblées générales régulières. Des endroits où la parole se libère, où on ose s'exprimer, s'entraîner, s'entraider. Si délégués il doit y avoir, c'est au niveau de chaque comité populaire local de gilets jaunes, au plus près de la parole du peuple. Avec des mandats impératifs, révocables, et tournants. Avec de la transparence. Avec de la confiance.

Nous appelons aussi à ce que les centaines de groupes de gilets jaunes se dotent d'une cabane comme à Commercy, ou d'une « maison du peuple » comme à Saint-Nazaire, bref, d'un lieu de ralliement et d'organisation! Et qu'ils se coordonnent entre eux, au niveau local et départemental, en toute égalité! C'est comme ça qu'on va gagner, parce que ça, là haut, ils n'ont pas l'habitude de le gérer! Et ça leur fait très peur.

,Nous ne nous laisserons pas diriger. Nous ne nous laisserons pas diviser et récupérer. Non aux représentants et aux porte-paroles autoproclamés !

Reprenons le pouvoir sur nos vies! Vive les gilets jaunes dans leur diversité!

VIVE LE POUVOIR AU PEUPLE, PAR LE PEUPLE, POUR LE PEUPLE!





Stéphanoïdes, français du 17, encore un petit effort!



Tract distribué le 17/11 à Monthieu

Aujourd'hui une hausse des prix du carburant nous incommode au point de nous rassembler publiquement et d'entreprendre le blocage des flux de marchandises un peu partout en France. Le refus de cette nuisance est élargi au refus global de la lourdeur croissante des taxes qui depuis Paris pèsent sur tous les foyers.

Le message *Gilet-jaune* est clair : « les français font ce qu'ils ont à faire depuis longtemps ; ils n'ont pas à servir de portes-monnaies à un État et à une bourgeoisie avides de leur sueur et irrespectueux. »

L'on s'interrogera, et très justement : « aujourd'hui le carburant, et demain quoi ? les écoles ? un smic horaire allemand ? un droit de cuissage pour le patronat et les élus locaux ? » Mais interrogeons déjà notre condition actuelle – celle que nous partageons tous de plus ou moins près et qui demeure l'horizon indépassable de ce que la société contemporaine impose.

la France en l'État :

l'homme et la femme travaillent 5 des 7 jours que la semaine compte (après 5000 ans de culture...)

les enfants de l'homme et de la femme sont cloîtrés de 3 à 18 ans dans des bâtiments où ils sont conditionnés pour servir à la perpétuation du régime actuel

les parents de l'homme et de la femme s'éteignent seuls, ostracisés dans des mouroirs

les hommes et les femmes qui ne peuvent respecter les normes sont enfermés dans des hôpitaux à la périphérie des villes (comme si l'espace public se devait d'être ce conte de fée que les propagandes municipales aiment à placarder sur les murs des cités)

la culture psychocratique ambiante - l'injonction de pathologiser le moindre conflit - invite l'homme et la femme à intérioriser des maux qu'ils auraient intérêt à combattre de front, à renoncer à de justes luttes pour nourrir ce « dialogue » à une voix que clercs & médiateurs de tout poils professent en permanence

la *vendetta* est interdite, pourtant, il n'y a pas de justice ; les juges préposés aux conflits sensibles sont directement pointés par le gouvernement ; ainsi, par exemple, l'on autorise les géants de l'agro-alimentaire à vendre du poison et ce contre l'avis, l'opinion et les recommandations des français ; ainsi, la police a droit de mort

au drame, l'on demande à l'homme et à la femme de faire une minute de silence – comme si se taire en permanence n'était pas déjà notre quotidien

au drame, l'on marche dans la rue vêtus de blanc, comme de petits enfants de chœur – or nous ne sommes pas des enfants

notre ancêtre l'esclave était la propriété du maître ; notre ancêtre le serf donnait une partie de sa récolte à son seigneur - le salarié est la propriété de tout le monde, et il ne donne pas, il reçoit

les syndicats se disent « en lutte » - le gouvernement les nomme « partenaires sociaux »...

ce que l'on ose aujourd'hui appeler « citoyen » est un usager dépossédé de tout pouvoir politique, dépourvu de prise sur son quotidien

l'État organise tous les 5 ans un simulacre de démocratie pour justifier sa domination politique en convoquant une élection à laquelle à peine la moitié du pays participe

Encore un petit effort pour être vraiment citoyens NE VOTONS PLUS, NE VOTONS PAS et NIQUONS LES !!

le 17 novembre je mets le gilet-jaune – Mai 2022, je ne mets rien dans l'urne

OCCUPER LE ROND-POINT DE MONTHIEU

Le gouvernement et leur président-monarque ne pliera que si les mobilisations se poursuivent également la semaine à Saint-Étienne, et dans toute la France.

Les gilets jaunes de Monthieu occupent un rond-point depuis le 17/11. Les policiers l'ont déjà évacué une fois mais déterminés à ne pas se laisser marcher sur les pieds, il a été dès le lendemain réoccupé! Vendredi 07/12, un huissier est venu déposer un avis d'expulsion. Partout des ronds-points sont évacués, partout des ronds-points sont réoccupés.

Les gilets jaunes de Monthieu ont besoin :

- De présences quotidiennes sur le rond-point.
 - De mains d'œuvre pour constructions.
 - De bois ou de palettes pour se chauffer.
 - De thermos de café et de thé chaud.
 - De dons de nourritures.
- Un plan pour imprimer Le Déchaîné à peu de frais.

Nous lançons également un appel aux organisations syndicales, rejoignez la lutte! De grâce, ne vous abaissez plus à signer des accords pour récupérer deuxtrois miettes que les gouvernants vous jettent. Votre arme c'est la grève générale.

Nous lançons surtout un appel à ne pas se reposer sur nos lauriers. Soyons inventif.

Ne tombons pas dans une routine : entre une semaine de manifestations et de blocages pacifiques puis un jour d'émeute le samedi. Ils sont moins nombreux que nous, nous les aurons à l'usure et en les promenant un peu partout.

Nous lançons aussi un appel à approfondir notre réflexion, ne proposons pas que des mesures fiscales et sociales mais aussi politiques. Pour plus de démocratie.

Pour la démocratie directe.

Si vous voulez nous rencontrer pour apporter votre contribution à la lutte contre Macron et son monde, rendez-vous au rond-point de Monthieu.

